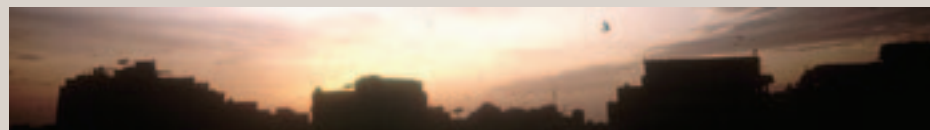




CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL  
PROGRAMME PAUVRETÉ URBAINE ET ENVIRONNEMENT

**PROJET RECHERCHE  
SUR LES VILLES CIBLÉES**



**ATTEINDRE LES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT — UN QUARTIER À LA FOIS**

## TABLE DES MATIÈRES

---

|                       |    |
|-----------------------|----|
| Avant-propos          | 03 |
| Pour aller de l'avant | 05 |
| Colombo (Sri Lanka)   | 10 |
| Dakar (Sénégal)       | 12 |
| Djakarta (Indonésie)  | 14 |
| Kampala (Ouganda)     | 16 |
| Moreno (Argentine)    | 18 |
| Garder le cap         | 20 |

Directrice de la publication : Marcia Chandra, CRDI  
Rédaction : PURE, CRDI  
Traduction française : Communications Delphis  
Graphisme : Allegro168 Inc.  
Photos de la page couverture : Pierre St-Jacques,  
Frederico Gutierrez, Eileen Conway

Juin 2006

## AVANT-PROPOS

---

Le projet Recherche sur les villes ciblées (RVC) du programme Pauvreté urbaine et environnement (PURE) du Centre de recherches pour le développement international (CRDI) vous souhaite la bienvenue ! Le programme PURE établit un climat de confiance en tissant des liens de collaboration entre les collectivités et les gouvernements locaux. Il apporte un soutien financier aux projets pilotes qui font preuve d'une approche novatrice pour résoudre les problèmes des collectivités et instaurer des mesures d'incitation économique favorisant l'autonomisation des pauvres afin d'améliorer leurs conditions de vie et la qualité de leur environnement.

Le projet Recherche sur les villes ciblées (RVC) est un élément clé du programme du CRDI touchant l'environnement urbain qui mise sur une participation active des collectivités aux projets de recherche afin d'atténuer les pressions qui s'exercent sur l'environnement des villes et conséquemment, sur les pauvres. Les résultats ainsi obtenus feront la preuve qu'il est possible de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement lorsque les gouvernements et les citoyens collaborent afin de parvenir à des solutions.

Cette brochure vous présente cinq études de cas qui mettent en évidence les pays, les villes et les quartiers où les équipes de recherche des villes ciblées amorcent actuellement la mise en œuvre de projets qui s'étaleront sur une période de quatre années. Si chaque projet comporte ses propres défis, chacun offre également l'occasion d'améliorer la vie des pauvres en milieu urbain. De plus, tous partagent un élément important : l'engagement des gouvernements locaux à collaborer avec les groupes communautaires et les instituts de recherche pendant toute la durée des projets de recherche.

Le programme PURE est heureux de pouvoir compter sur la participation des gouvernements locaux dans chaque projet sur les villes ciblées. L'équipe de Kampala comprend un maire de district alors qu'à Colombo, un commissaire adjoint fait partie de l'équipe. Dans les faits, ceci signifie que les représentants gouvernementaux mettront la main à la pâte lors des ateliers et travailleront avec des militants membres d'organisations non gouvernementales qui, il n'y a pas si longtemps, critiquaient les politiques du gouvernement. Un tel dévouement et une telle collaboration de la part des responsables municipaux à travailler avec les groupes communautaires et les instituts de recherche à résoudre des problèmes qui ont des répercussions sur les pauvres sont inhabituels et fort prometteurs.

Nous vous invitons à suivre et à faire connaître les progrès de ces villes ciblées dans leur quête pour améliorer la vie des citoyens.



Jean Lebel  
*Directeur*  
*Environnement et gestion des ressources naturelles*  
*Centre de recherches pour le développement international*



Naser Faruqi  
*Chef d'équipe*  
*Programme Pauvreté urbaine et environnement*  
*Centre de recherches pour le développement international*

# Pour aller de l'avant

LE PROGRAMME PAUVRETÉ URBAINE ET ENVIRONNEMENT CONTRIBUE À AMÉLIORER LA GESTION DE L'ENVIRONNEMENT, À AMÉLIORER L'UTILISATION DES RESSOURCES NATURELLES ET À LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ EN MILIEU URBAIN. EN VOICI LA PREUVE.

Nous vivons dans un monde qui s'urbanise de plus en plus. Cette urbanisation rapide offre de multiples possibilités mais laisse planer des menaces. Aussi, le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) a mis sur pied le programme Pauvreté urbaine et environnement (PURE), d'une part pour soutenir les efforts afin que ces possibilités puissent voir le jour et d'autre part, pour limiter les répercussions de ces menaces. Le programme PURE, qui porte sur la recherche ciblée, l'autonomisation des collectivités locales et la diffusion du savoir, vise à améliorer la gestion de l'environnement, à accroître l'utilisation des ressources naturelles et à lutter contre la pauvreté en milieu urbain.

## Les possibilités et les menaces associées à l'urbanisation

Aujourd'hui, près de la moitié de la population mondiale, soit trois milliards de personnes, vit dans des régions urbaines. Selon les projections, en 2015, environ 60 % des gens vivront dans les villes. Les données les plus récentes démontrent qu'une bonne partie de la population urbaine dans le monde se trouve dans les économies en développement; et cette proportion croît rapidement : 40 % de la population africaine et 77 % des citoyens d'Amérique latine et des Caraïbes vivent dans les régions urbaines.

De manière générale, l'urbanisation va de pair avec le degré de développement d'une société. Les villes sont des moteurs du commerce et des affaires, lesquels contribuent à faire croître l'économie. De même, les régions urbaines ont cette faculté de diffuser rapidement le savoir et l'innovation technologique. Or, on considère que les populations et les économies des régions rurales et urbaines sont distinctes et qu'elles se livrent concurrence pour attirer des investissements et solliciter l'attention des gouvernements. Pourtant, dans les faits, elles sont liées et interdépendantes. L'urbanisation soutient la transition démographique et ralentit la croissance de la population. L'accès aux marchés urbains stimule et diversifie la production agricole. De plus, les familles qui vivent en ville soutiennent les membres de la parenté résidant en milieu rural en leur faisant parvenir de l'argent.

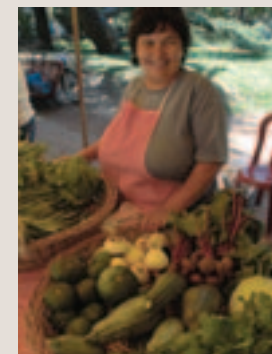
Mais il existe une autre réalité bien plus triste : dans les pays en développement, beaucoup trop d'hommes et de femmes qui émigrent vers les villes échouent dans leur quête de débouchés économiques et d'un avenir plus sûr. Dans le monde, plus d'un milliard d'habitants vivent dans des bidonvilles surpeuplés, dangereux et insalubres; l'absence de réseaux d'approvisionnement en eau et de services d'assainissement favorisant aussi la propagation de maladies.

L'état dégradé de ces bidonvilles vient exacerber les conséquences néfastes de la pauvreté. Les pauvres des milieux urbains ont peu d'accès au crédit et doivent se contenter de terres marginales dépourvues de services essentiels, qu'il s'agisse d'alimentation en eau potable, de services d'assainissement adéquats ou de systèmes d'évacuation et de traitement des

## INTÉGRER L'AGRICULTURE URBAINE À LA PLANIFICATION MUNICIPALE

*Le CRDI travaille avec des chercheurs, des responsables de politiques municipales et des producteurs agricoles urbains afin d'évaluer la possibilité d'utiliser des terrains vacants aux fins de l'agriculture urbaine. Les projets portent sur l'aménagement du territoire, les programmes de soutien municipal et les approches participatives afin d'intégrer l'agriculture urbaine aux politiques municipales. À Rosario, en Argentine, les propriétaires fonciers louent leurs terrains vacants à la municipalité, récoltant ainsi des revenus de location qui sont exempts d'impôt. En retour, la municipalité sous-loue ces terrains à des groupes d'agriculteurs et leur accorde des droits temporaires d'utilisation.*

*De fait, le projet de Rosario a été cité en exemple pour sa façon d'utiliser les meilleures pratiques en vue de contribuer à l'amélioration de l'environnement. Les résultats du projet ont amené le Groupe sur le logement à coût modique de l'École d'architecture de l'Université McGill à lancer le projet Vers un paysage comestible. En partenariat avec le CRDI et la Division sur l'agriculture urbaine-ETC des Pays-Bas, ce projet vise à ce que les villes puissent passer de centres traditionnels de consommation de nourriture à plaques tournantes de la production alimentaire. Dans le cadre de ce projet, le groupe de l'Université McGill coordonne des projets de recherche dans trois villes, soit Colombo, au Sri Lanka, Kampala, en Ouganda, et Rosario, en Argentine. Des fonctionnaires municipaux, des architectes et des urbanistes collaboreront étroitement avec des représentants de la collectivité afin d'améliorer le sort des citoyens au chapitre de la sécurité alimentaire, du logement et des revenus. L'Université McGill formera aussi des architectes, des chercheurs et des urbanistes afin d'aménager le territoire de manière à ce qu'il favorise la pratique de l'agriculture urbaine.*



Les agriculteurs urbains de Rosario, en Argentine, soutiennent leurs familles en vendant leurs produits dans les marchés publics locaux (Photo du CRDI : Federico Gutierrez).

*Colombo et Kampala ont été sélectionnées à titre de villes ciblées afin de pousser plus avant ces résultats en intégrant d'autres thèmes liés à l'environnement urbain.*

## **PROMOUVOIR UNE RÉUTILISATION PRÉCIEUSE ET ÉCONOMIQUEMENT AVANTAGEUSE DES EAUX GRISES AU MOYEN-ORIENT**

*Les pauvres vivant en milieu urbain dépendent davantage de l'argent sonnante que les gens vivant en milieu rural puisqu'ils doivent acheter à peu près tout ce dont il leur faut pour vivre. Les projets du programme PURE se concentrent sur les mesures d'incitation économique.*

*Un atelier de travail en Palestine a permis à des organisations communautaires non gouvernementales et à des responsables politiques de cerner un certain nombre de besoins. Ceci a amené le CRDI à appuyer la mise en œuvre de projets axés sur la réutilisation des eaux grises en Palestine, en Jordanie et au Liban, ainsi que la création d'un réseau régional informel afin de mettre en commun les résultats obtenus.*

*En Jordanie, le premier projet, sous la direction du Inter-Islamic Network on Water Resources Development, a permis de traiter 60 % des eaux usées des ménages et de les réutiliser dans les potagers. De nombreuses familles ont pu ainsi acheter des denrées supplémentaires et vendre la nourriture excédentaire. Elles ont ainsi gagné ou épargné environ 10 % de leurs revenus. En outre, les familles ont réduit leur consommation d'eau d'environ 15 % en redirigeant les eaux usées provenant des fosses septiques qui débordaient.*



Les systèmes de réutilisation des eaux grises en Jordanie ont aidé des familles à économiser une moyenne de 10 % de leurs revenus (Photo du CRDI : Jan Kassay).

*Le projet a provoqué également des changements au chapitre des politiques gouvernementales. Ainsi, le nouveau code du bâtiment de la Jordanie, présentement à l'étude, exige désormais que les promoteurs résidentiels construisent des systèmes qui séparent les eaux grises des eaux sanitaires.*

eaux usées. Les bidonvilles sont la plupart du temps construits sur des terrains inhabitables — qu'il s'agisse de coteaux escarpés ou de terres basses — et sont situés dans des zones sujettes aux glissements de terrain et aux inondations. De plus, la dégradation environnementale menace les ressources naturelles, notamment l'eau douce, les terres productives, et les récifs côtiers, dont dépendent de nombreux agriculteurs et pêcheurs pour leur subsistance.

Malheureusement, plusieurs personnes pauvres ne peuvent se soustraire à ces conditions. En raison des coûts astronomiques des terrains aménagés et développés, elles ne peuvent quitter les bidonvilles et déménager dans de nouveaux logements. De plus, les pauvres vivant en milieu urbain ne peuvent se faire entendre des dirigeants en ce qui a trait aux affaires nationales et municipales; il leur est donc difficile de recourir au système politique pour faire bouger les choses. Alors que peut-on faire ?

### **Regagner la confiance**

Les gouvernements municipaux doivent être des chefs de file. Ils doivent regagner la confiance des pauvres vivant en milieu urbain grâce à des programmes et à des politiques qui appuient les exclus. Les gouvernements municipaux doivent obtenir des gouvernements nationaux la capacité de financer des services environnementaux par le biais de frais d'utilisation, de pouvoirs de taxation et d'accès aux marchés financiers. Il leur faut planifier la croissance de leurs villes en élaborant des stratégies participatives de développement urbain, propices à l'environnement et à la croissance économique et dont les bénéfices sont répartis équitablement. De plus, ces stratégies doivent favoriser les liens de confiance entre les gouvernements et tous les citoyens, notamment les pauvres.

Qui plus est, ces stratégies de développement urbain doivent être élaborées en tenant compte de la réalité. Elles doivent se fonder aussi sur des recherches relatives au type de pauvreté que l'on retrouve dans les villes et sur une compréhension commune des pressions qui s'exercent sur l'environnement urbain, compréhension essentielle tant de la part des collectivités que des gouvernements locaux. Elles doivent également s'appuyer sur les résultats des projets pilotes qui permettent de valider et d'améliorer ces stratégies et politiques de développement. Mais puisqu'il est impossible d'étudier d'un seul coup une ville entière, les projets pilotes dans des quartiers choisis deviennent des éléments clés.

La confiance prend forme lorsque les gouvernements font la preuve qu'ils se préoccupent des pauvres et s'engagent à travailler avec les collectivités afin de mener à bien des projets pilotes. Une fois ce lien de confiance établi, il est possible de résoudre les immenses problèmes environnementaux qui affligent les bidonvilles. Si les gouvernements et les citoyens arrivent à travailler en étroite collaboration, des solutions gagnantes peuvent voir le jour. Voilà où le programme PURE entre en jeu.



Les canaux ouverts et le drainage d'eau d'égout mènent aux risques sanitaires environnementaux et aux coûts supplémentaires dans les voisinages pauvres (Photo du CRDI : Denis Marchand).



### Le programme Pauvreté urbaine et environnement

En 2005, le CRDI a mis au point un programme destiné à appuyer les stratégies de développement urbain qui permettent de bâtir des liens de confiance et de stimuler l'innovation dans les quartiers pauvres. Le programme Pauvreté urbaine et environnement (PURE), dont le travail sur le terrain doit débiter dans la deuxième moitié de l'année 2006, vise à atténuer les pressions s'exerçant sur l'environnement qui viennent exacerber la pauvreté dans les villes. Il cherche à renforcer la capacité des personnes pauvres à obtenir des services environnementaux, à réduire la dégradation environnementale et à accéder aux ressources naturelles afin que tous puissent manger à leur faim, avoir accès à l'eau et gagner leur vie. Le programme PURE abordera des thèmes qui sont reliés entre eux : l'agriculture urbaine, les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement, la gestion des déchets solides, la vulnérabilité aux catastrophes naturelles et le régime foncier. Ce faisant, le programme aidera ses partenaires à mieux comprendre la nature des pressions qui s'exercent sur l'environnement, à cerner des solutions possibles, à mettre à l'essai des interventions ainsi qu'à évaluer des politiques et à contribuer à leur planification, à leur élaboration et à leur mise en œuvre.

### Des pays, des villes et des quartiers ciblés

Un des éléments clés du programme PURE est le projet Recherche sur les villes ciblées (RVC). Le projet RVC appuiera des équipes de recherche à intervenants multiples dans neuf villes à travers le monde. Il vise ainsi à favoriser la sensibilisation, les options en matière de politiques et les pratiques optimales pour atténuer les pressions qui s'exercent sur l'environnement



Le drainage pauvre, l'inondation et le manque de services de déchets solides ont une conséquence sur l'environnement, un impact qui est évident dans ce voisinage d'Esmeraldas, Équateur (Photo du CRDI : Yves Beaulieu).

dans les régions urbaines et périurbaines pauvres. En ciblant neuf villes, le programme PURE pourra concentrer ses efforts en appuyant des projets de recherche approfondie et en favorisant des synergies avec des projets de développement terminés et en cours. À l'heure actuelle, des projets pilotes dans des quartiers ciblés valident, renforcent et améliorent des stratégies de développement urbain durables et équitables destinées à couvrir la totalité du territoire.

L'essentiel du budget du programme PURE sera consacré à deux villes ciblées dans chacune des quatre régions suivantes : l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Afrique subsaharienne, l'Asie ainsi que le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Un neuvième projet est aussi en cours et se fonde sur une autre initiative en Argentine. Ces villes font présentement l'objet d'une sélection au terme d'un concours stipulant que les équipes de

recherche doivent comprendre des représentants du gouvernement local et être en relation avec des projets de développement financés par la municipalité. De fait, cinq de ces villes ont déjà été sélectionnées et le travail est amorcé (voir la présentation de ces villes à partir de la page 10). Les quatre autres villes seront sélectionnées d'ici le début de 2007.

Le programme PURE prévoit appuyer des projets de recherche approfondie, sur une période suffisamment longue, afin que ces villes puissent obtenir des résultats concrets. Les premiers projets porteront sur certains quartiers alors que les projets de suivi se déploieront dans d'autres quartiers ou examineront d'autres enjeux urbains. Des études dans différentes parties

### FURNIR DE L'EAU ET DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT AUX PAUVRES EN MILIEU URBAIN

*En 1993, les services d'eau et d'égout de Buenos Aires ont été privatisés. Cependant, ces services n'étaient pas offerts aux résidents à faible revenu qui vivaient dans la ceinture périurbaine. Afin de s'attaquer à cet enjeu d'ordre environnemental et sanitaire, le CRDI a accordé une aide financière à l'Institut international pour l'environnement et le développement en Amérique latine (IIED-AL) pour qu'il évalue la possibilité d'offrir ces services aux secteurs les plus défavorisés de la ville.*



Citoyens, municipalités et le partenariat du secteur privé pour établir des réseaux d'égouts communautaires à San Fernando, Argentine (Photo : IIED-AL).

*Cette évaluation a mené à la création d'un partenariat entre le fournisseur du secteur privé et la municipalité de San Fernando qui a permis de construire des réseaux d'adduction d'eau et d'égout supplémentaires. L'entreprise privée a conçu le réseau et les citoyens de San Fernando l'ont construit.*

*Dès 1998, les services d'eau et d'égout desservaient trois fois plus d'utilisateurs dans les secteurs périurbains de Buenos Aires. De plus, le projet a reçu l'appui et les éloges du programme Partenariats public-privé pour l'environnement urbain du Programme des Nations Unies pour le développement*

*(PNUD). En effet, celui-ci a donné son appui à l'IIED-AL afin que ce dernier puisse examiner et diffuser les leçons apprises dans ce projet. À partir de ces résultats et grâce à des fonds accordés par le projet Recherche sur les villes ciblées du programme PURE, l'IIED-AL travaille avec le gouvernement local de Moreno, située également dans la grande région de Buenos Aires, en vue de reproduire ces modèles de partenariats à intervenants multiples dans d'autres secteurs.*

## LA GESTION DES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX

*Au cours des années 1990, les catastrophes naturelles qui ont frappé l'Amérique latine et les Caraïbes ont tué plus de 45 000 personnes. Grâce au Système intégré de gestion environnementale (SIGA), les villes peuvent maintenant atténuer les conséquences de ces catastrophes. Mis au point avec l'appui du CRDI, cet outil aide les municipalités à cerner et à réduire les risques d'atteinte à l'environnement. Le SIGA est fondé sur un système d'information géographique informatisé qui traite et fait la synthèse de données environnementales, géologiques et socioéconomiques. Le système combine ces données avec des instruments traditionnels tels que des cartes, des graphiques et des images par satellite afin de déterminer les régions les plus susceptibles de connaître des problèmes environnementaux. Avec ce savoir, les administrateurs municipaux peuvent concevoir des plans de prévention et des mesures d'intervention d'urgence convenant à la situation qui prévaut dans leur municipalité.*

*La municipalité de Pergamino, en Argentine, travaille de concert avec un centre de recherches afin de mettre en place le Système intégré de gestion environnementale (SIGA) qui permettra à Pergamino de cerner et de réduire les risques possibles d'inondation. De plus, des travaux sont en cours pour concevoir un système d'alerte rapide qui s'activera lorsque les eaux atteindront des niveaux dangereusement élevés. Mais de manière plus importante, les autorités municipales ont désormais une appréciation juste de la topographie régionale. Conséquemment, elles mettent au point des infrastructures qui tiennent compte des systèmes de drainage naturel, de la façon dont l'eau s'écoule habituellement et du nouveau plan municipal de gestion de l'eau.*



Les planificateurs urbains avec l'aide de SIGA identifient des secteurs de risque et des plans pour des désastres, tel cet éboulement à Quito, Equateur (Photo du CRDI : Yves Beaulieu).

*À Managua, au Nicaragua, dans le cadre d'un projet régional de gestion intégrée du risque, un programme de formation des employés municipaux a été mis sur pied afin de les aider à exploiter le SIGA pour comprendre, réglementer et planifier l'utilisation du sol à Managua. Les responsables du projet et la société civile fournissent aussi des renseignements importants afin que le SIGA puisse repérer les menaces et identifier les zones vulnérables.*

du pays permettront de jeter un éclairage sur les liens villes-campagnes et sur le rôle des gouvernements nationaux en ce qui touche les questions urbaines. En travaillant dans neuf villes ciblées, le programme PURE sera en mesure de comparer les résultats et de mettre en commun des leçons qui pourront servir à une plus grande échelle.

### Obtenir des résultats qui améliorent la vie des gens

Le programme PURE est axé sur les projets de recherche qui contribuent à l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) établis par les Nations Unies. Ainsi on porte attention à l'amélioration de l'accès aux services et on va au-delà des données afin de brosser un tableau de ce qui se passe réellement sur le terrain.

Par exemple, les responsables des politiques pourraient être satisfaits si des fontaines étaient installées à moins de 200 mètres de toutes les habitations de leur ville. Mais les chercheurs du programme PURE poseront plusieurs questions supplémentaires afin de vérifier si les systèmes contribuent effectivement à améliorer la vie des résidents des bidonvilles. L'eau des fontaines est-elle propre à la consommation et peut-elle être utilisée pour la préparation des aliments? Y a-t-il suffisamment d'eau pour la préparation des aliments, le lavage ou l'hygiène personnelle? Les gens doivent-ils attendre en file pendant deux heures ou plus pour obtenir de l'eau? Les gens dans la file font-ils pression pour que ceux qui les précèdent n'utilisent pas trop d'eau? Y a-t-il une salle de bain à proximité? Est-elle propre? Les ménages à faible revenu ont-ils les moyens de l'utiliser? Y retrouve-t-on un lavabo avec du savon et de l'eau propre? Est-ce un endroit sûr pour les femmes et les enfants, notamment après la tombée du jour?

Dans ces conditions, un accès à l'eau ne garantit pas nécessairement une amélioration de la santé publique. En raison d'un drainage inadéquat, les moustiques qui causent le paludisme s'abreuvent peut-être dans des eaux stagnantes qui se trouvent à proximité. Les enfants peuvent contracter la diarrhée en jouant près de matières fécales. Des déchets peuvent bloquer éventuellement les conduites d'égout et les fossés ouverts peuvent déborder lorsqu'il pleut.

### Susciter la participation des collectivités et des gouvernements locaux

Dans les neuf villes ciblées, le programme PURE accordera son soutien à des projets de recherche participative, à intervenants multiples, respectueux des rôles sexospécifiques et qui auront pour cadre des quartiers pilotes afin de s'attaquer à ces enjeux et à d'autres questions complexes étroitement imbriquées. Les chercheurs visiteront des quartiers afin de se familiariser avec les préoccupations des collectivités au moment où s'élaboreront les propositions de recherche. De plus, des ateliers portant sur la préparation de propositions conjointes seront organisés afin que les différentes équipes puissent comparer le résultat de leurs travaux. Chacune des villes ciblées pourra préciser aussi les résultats escomptés dans le cadre de son projet, se doter des indicateurs à cette fin et en faire le suivi régulièrement afin d'évaluer les retombées de la recherche.

Les projets donneront l'occasion aux groupes communautaires d'exprimer leurs préoccupations ainsi que de participer de manière pleine et entière aux débats entourant les enjeux qui ont des répercussions sur leur vie. Ni les mesures décidées en haut lieu, ni celles partant uniquement de la base ne peuvent mener à des initiatives durables. Mais il a été démontré que



les stratégies intégrant les pauvres fonctionnent seulement si elles peuvent compter sur la participation de la collectivité et des décideurs. Les équipes de recherche des villes ciblées comprendront des représentants de gouvernements locaux et nationaux, du secteur privé et de groupes de personnes pauvres vivant en milieu urbain.

Après l'acceptation d'une proposition, le projet fera l'objet d'une annonce publique par le biais d'une déclaration du maire et de la signature d'un protocole d'entente entre la collectivité locale et le gouvernement municipal. Au cours du projet, la tenue d'une consultation municipale donnera l'occasion aux groupes communautaires et aux gouvernements locaux de discuter des incidences et de s'entendre sur les actions à entreprendre. Par la suite, les résultats finaux de l'approche par quartier seront utilisés afin de renforcer et d'améliorer les stratégies destinées à l'ensemble de la municipalité.

#### Mettre en commun et utiliser le savoir au sein du réseau

Le programme PURE aidera également les équipes de recherche des villes ciblées à mettre en commun leurs connaissances et à favoriser l'utilisation de ce savoir par les responsables des politiques municipales. Ces objectifs seront atteints en intégrant des représentants des gouvernements locaux aux équipes des villes ciblées et en renforçant les approches à intervenants multiples qui existent dans certaines villes.

Les connaissances acquises par les équipes des villes ciblées seront analysées par leurs pairs à l'occasion de deux forums d'apprentissage avant d'être présentées et mises en commun. La tenue d'une deuxième consultation municipale permettra de valider les projets d'exposés de politique destinés aux décideurs.

Outre la présentation des résultats lors de conférences internationales, tels les forums urbains mondiaux, ainsi que la mise à jour régulière du site Web du programme PURE, le CRDI organisera une conférence internationale au moment où les projets approcheront de leur conclusion. Les résultats des travaux seront alors présentés et partagés avec les autres équipes des villes ciblées, les partenaires donateurs et du milieu académique.

#### Présentation de cinq villes ciblées

Le projet RVC ciblera neuf villes dont cinq ont déjà fait l'objet d'une sélection. Les pages qui suivent présentent ces cinq villes et le travail en cours afin de favoriser la sensibilisation, les options en matière de politiques et les pratiques optimales pour atténuer les pressions qui s'exercent sur l'environnement.



#### METTRE EN COMMUN LES CONNAISSANCES ET L'INFORMATION SUR L'AGRICULTURE URBAINE

*Le Réseau des centres de ressources pour l'agriculture urbaine et la sécurité alimentaire (Fondation RUAF) joue plusieurs rôles importants pour la diffusion du savoir et de l'information sur l'agriculture urbaine. La Fondation RUAF a recours à des consultants spécialistes et aux conférences virtuelles afin que*



Près de la moitié des sources d'alimentation locales à Kampala provient de l'agriculture urbaine (Photo : Marielle Dubbeling).

*les données sur l'agriculture urbaine deviennent des connaissances dont il soit effectivement possible de se servir. Le réseau organise aussi des ateliers de travail à intervenants multiples, consulte les dirigeants locaux et prépare des exposés de politique et des plans d'action en matière urbaine afin d'influencer les politiques municipales. Cette approche*

*a d'ailleurs convaincu plusieurs gouvernements municipaux (Rosario, Quito, Harare et Cotonou) de joindre le geste à la parole : le transfert de terres gouvernementales à des groupes d'agriculteurs à Cotonou, au Bénin, en est un exemple.*

*De plus, la Fondation RUAF conçoit divers documents et outils d'information. Parmi ceux-ci, le site Web de l'organisation comprend une banque de données de plus de 4 500 personnes-ressources et une bibliographie comportant quelque 5 600 titres. Elle a produit également une vidéo sur l'agriculture urbaine, qui a remporté un prix, et publie la revue Agriculture urbaine, disponible en six langues.*

*Récemment, la Fondation RUAF a appuyé l'intégration de l'agriculture urbaine aux programmes du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI) et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a renforcé le transfert des connaissances entre six villes et a collaboré à huit projets parrainés par son projet Villes agricoles du futur. Les prochains projets de la Fondation concerneront l'aide à apporter aux partenaires locaux pour développer leurs capacités et les liens à créer avec des parties intéressées tels les groupes d'agriculteurs.*



Ville ciblée :

Sujet :

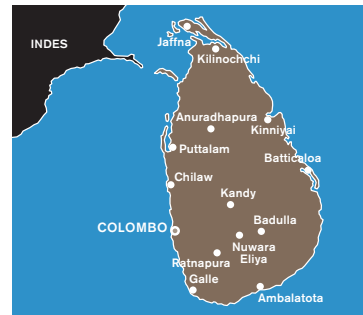
# COLOMBO

## SRI LANKA

# AMÉLIORER LE RÉGIME FONCIER



L'amélioration des infrastructures et la stabilisation des revenus sont les stratégies principales de réduction de pauvreté à Colombo (Photo du CRDI : Andrés Vélaz-Guerra).



En ce qui touche le développement humain, le Sri Lanka est l'un des pays les plus avancés d'Asie. Celui-ci a investi considérablement dans les domaines de la santé, de l'éducation et du développement des femmes, et ce, en dépit d'un faible revenu par habitant.

Cette réalisation, aussi remarquable soit-elle, est loin d'être parfaite et des améliorations devront être apportées afin d'atteindre les OMD. Par exemple, la malnutrition des enfants atteint encore des niveaux élevés en dépit d'une réduction de la mortalité infantile. L'augmentation du revenu des gens pauvres se fait lentement malgré une

croissance soutenue du produit intérieur brut de l'ordre de 5 % depuis les années 1990 et ce, jusqu'en 2002. Au Sri Lanka, une grande partie du problème a trait à la guerre civile qui ne cesse de gruger les ressources. Le tsunami de 2004, qui a détruit l'essentiel des côtes du pays, a causé des dommages dont les coûts s'élèvent à 1,5 milliards de dollars US et provoqué des souffrances parmi les populations vulnérables.

Pour continuer à progresser et atteindre les OMD, le Sri Lanka devra maintenir une forte croissance économique, améliorer l'infrastructure et prévenir un

accroissement de l'écart entre les revenus et les dépenses de consommation.

### À la recherche de réponses dans les villes

Un peu plus de 5 % des 19 millions de Sri Lankais habitent la capitale, Colombo, là où se concentre le pouvoir économique et financier du pays. Basée sur des calculs par habitant, la pauvreté est beaucoup moins endémique à Colombo qu'ailleurs au Sri Lanka. Mais cette richesse relative de la capitale masque également des problèmes socioéconomiques imputables aux coûts élevés de nourriture et de l'eau, à une infrastructure et à des services déficients et à des



Près de la moitié des logements de la ville est de qualité inférieure et mal desservie par les services urbains (Photo du CRDI : Andrés Vélaz-Guerra).

# ET L'ACCÈS AUX RÉSEAUX D'ASSAINISSEMENT ET D'ALIMENTATION EN EAU



Les initiatives récentes ont mené à l'amélioration des infrastructures tel ce canal de drainage, dans la zone de Gothampura (Photo du CRDI : Mark Redwood).

conditions d'existence propres à un environnement surpeuplé. On estime qu'environ la moitié des habitations de la ville ne sont pas conformes aux normes et ne sont pas desservies adéquatement. Parmi 18 villes d'Asie, Colombo se classe au 14<sup>e</sup> rang dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la gestion des déchets, de l'infrastructure et de la croissance de la productivité. La Ville a réalisé une analyse de la pauvreté révélant que l'instabilité des revenus est un facteur clé empêchant les pauvres vivant en milieu urbain d'améliorer leur sort.

## Relever le défi

Face à ce défi, le conseil municipal de

Colombo a pris l'engagement ferme de réduire la pauvreté et d'apporter des changements aux politiques en se fondant sur des données probantes. Ainsi, comparativement à 18 villes d'Asie, Colombo est celle qui dépense le plus par habitant pour réduire la pauvreté. De plus, plusieurs politiques et programmes ont été mis en œuvre pour améliorer les conditions de vie dans plusieurs secteurs de la ville. Ces initiatives, qui s'inscrivent dans un effort récent pour améliorer les projets de développement axés sur la participation et accroître l'action du gouvernement municipal en matière de développement urbain, ont permis de réaliser des progrès importants.

## LE CONSEIL MUNICIPAL DE COLOMBO A PRIS L'ENGAGEMENT FERME DE RÉDUIRE LA PAUVRETÉ ET D'APPORTER DES CHANGEMENTS AUX POLITIQUES EN SE FONDANT SUR DES DONNÉES PROBANTES.

**AINSI, COMPARATIVEMENT À 18 VILLES D'ASIE, COLOMBO EST CELLE QUI DÉPENSE LE PLUS PAR HABITANT POUR RÉDUIRE LA PAUVRETÉ.**

Aujourd'hui, le conseil municipal de Colombo est un chef de file reconnu dans le domaine du développement urbain. À titre d'exemple, la Ville est un pilier du projet du CRDI intitulé *Vers un paysage comestible* (voir page 05). Sous la direction de l'Université McGill, ce projet étudie comment l'urbanisme peut répondre aux besoins de l'agriculture urbaine et donner aux pauvres la possibilité de cultiver des aliments pour nourrir leurs familles.

## Le projet Recherche sur les villes ciblées

Travaillant à partir du cadre stratégique du conseil municipal sur la réduction

## S'INSPIRER DES PROJETS MUNICIPAUX DÉJÀ RÉALISÉS

Grâce à l'appui financier du Département pour le développement international (du gouvernement britannique), du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et d'ONU-Habitat, le conseil municipal et Sevanatha ont dressé un portrait global de la pauvreté dans la ville et ont travaillé à améliorer la prestation de services dans différents quartiers. Le projet a mené à la réalisation d'un cadre stratégique de réduction de la pauvreté pour l'ensemble de la ville. On y retrouve, entre autres, une politique progressiste visant à remettre 12 000 \$ US par année à chaque membre du conseil pour améliorer les services de base dans des secteurs de Colombo qui ne sont pas desservis adéquatement.

de la pauvreté établi en 2002, l'équipe de la ville ciblée de Colombo s'attaque à la dégradation de l'environnement en effectuant des travaux de recherche pour améliorer la prestation de services urbains. L'équipe s'intéressera tout particulièrement au lien existant entre le régime foncier et les services d'assainissement et d'approvisionnement en eau. Le projet se déroulera dans le quartier de Gothampura où

des consultations avec la collectivité permettront d'élaborer un modèle intégré de prestation de services qui pourra servir à l'ensemble de la ville. L'équipe de Colombo, avec le conseil municipal en tête, comprend Sevanatha — une organisation non gouvernementale de développement local, et le Centre d'analyse sur la pauvreté, un institut de recherche.







Ville ciblée :

DAKAR

SÉNÉGAL

Sujet :

LE SITE D'ENFOUISSEMENT

Au cours des dernières années, le Sénégal a connu une période marquée par une croissance économique relativement robuste et une saine gestion décentralisée. En 2004, la croissance du produit intérieur brut s'élevait à 6 % comparativement à une moyenne de 4,4 % pour l'Afrique subsaharienne. Mais la pauvreté constitue encore un problème national. En 2003, un peu plus du quart de la population vivait avec 1 \$ US par jour en moyenne, et environ 70 % avec moins de 2 \$ US par jour.

Environ la moitié des 11 millions d'habitants du Sénégal se retrouvent dans les régions urbaines. Plus de 2,5 millions d'entre eux vivent dans la région de Dakar, le centre du pouvoir administratif et économique du pays. De fait, les quatre départements de la région de Dakar, soit Dakar, Guédiawaye, Pikine et Rufisque, abritent un pourcentage excessivement élevé de pauvres comparativement au reste du pays. Parallèlement, les efforts destinés à décentraliser la gestion ont mené plus de 65 municipalités à signer des contrats



Les résidents fouillent les tas d'ordures de la décharge en quête de « trouvailles » qu'ils utilisent directement, ou vendent, pour assurer leur subsistance (Photo du CRDI : Jean D'Aragon).

avec le gouvernement national. Ces contrats engagent les municipalités à respecter des normes explicites en matière d'amélioration de la performance. D'autre part, ils permettent de renforcer les organisations locales et de les sensibiliser aux demandes des citoyens.

#### « Une menace pour tout le pays »

La région de Dakar accorde la priorité à la gestion intégrée des déchets solides puisque celle-ci est inadéquate. Il n'y a qu'un seul site d'enfouissement dans la région, soit le site de Mbeubeuss. Situé dans le département de Pikine, il reçoit



Les activités d'agriculture urbaine à proximité de la décharge comportent des risques environnementaux et sanitaires (Photo du CRDI : Luc Mougeot).

annuellement environ 460 000 tonnes de déchets. Plusieurs personnes, qui vivent à Mbeubeuss ou à proximité, tirent leurs moyens de subsistance des déchets qu'ils trient, recyclant les plastiques et les métaux ou réutilisant les matériaux de manière originale.

La recherche que soutient le CRDI a révélé que l'agriculture urbaine dans la région constitue une source de revenus stable et importante pour les résidents. Mais plusieurs des activités liées à cette pratique mettent leur santé en danger. Des taux élevés de contaminants menacent à la fois les terres et

l'eau souterraine à proximité du site d'enfouissement. Selon le maire de Dakar, il s'agit « d'une menace pour tout le pays, d'une bombe à retardement ».

#### Le projet Recherche sur les villes ciblées

Depuis plus de trois ans, des projets ont été mis en branle afin de relocaliser le site d'enfouissement. À la demande du gouvernement local, l'équipe de la ville ciblée de Dakar, sous la direction de l'Institut africain de gestion urbaine, mène actuellement des projets de

recherche avec les parties intéressées afin de bonifier les politiques sur l'utilisation sûre et durable du site d'enfouissement. L'équipe, qui pilote des interventions dans le quartier de Malika, entend examiner diverses solutions appropriées au plan local pour atténuer les répercussions sur la santé, améliorer la qualité de l'environnement et favoriser la création d'emplois. L'initiative des villes durables d'Industrie Canada — un ministère du gouvernement fédéral — et la firme québécoise Econoler International collaborent également avec l'équipe afin d'évaluer la possibilité

**MBEUBEUSS REÇOIT ANNUELLEMENT ENVIRON 460 000 TONNES DE DÉCHETS.**

**PLUSIEURS PERSONNES, QUI VIVENT À MBEUBEUSS OU À PROXIMITÉ, TIRENT LEURS MOYENS DE SUBSISTANCE DES DÉCHETS QU'ILS TRIENT, RECYCLANT LES PLASTIQUES ET LES MÉTAUX OU RÉUTILISANT LES MATÉRIAUX DE MANIÈRE ORIGINALE.**



# DE MBEUBEUSS: À LA RECHERCHE DE SOLUTIONS DESTINÉES À PROTÉGER LA SANTÉ, L'ENVIRONNEMENT ET LES MOYENS DE SUBSISTANCE



d'extraire le méthane du site d'enfouissement et ainsi pouvoir obtenir des crédits d'émission de carbone en vertu du Mécanisme pour un développement propre du Protocole de Kyoto. Les projets de recherche conjoints contribueront à la mise en place de futures politiques de gestion intégrée des déchets solides pour l'ensemble de la région et apporteront des solutions en vue de la réhabilitation sociale et environnemen-

tale des sites d'enfouissement un peu partout en Afrique.

L'équipe de la ville ciblée de Dakar comprend :

- l'Institut africain de gestion urbaine (IAGU)
- l'Initiative des villes durables d'Industrie Canada, de concert avec Econoler International et la Fondation Paul Gérin-Lajoie
- l'Institut fondamental d'Afrique noire (IFAN)
- ENDA — une organisation non gouvernementale qui s'occupe d'environnement et de pauvreté
- le Centre pour le développement de l'horticulture
- le ministère national de l'Environnement
- l'École Inter-État des sciences et médecines vétérinaires
- l'Institut santé et développement
- l'Agence pour la propreté du Sénégal
- la Ville de Pikine
- AMA-Sénégal — une entreprise régionale de gestion des déchets solides



Un résident du site gagne sa vie en fabriquant des poupées à partir des différentes pièces trouvées dans la décharge de Mbeubeuss (Photo du CRDI : Jean D'Aragon).

## S'INSPIRER DES PROJETS MUNICIPAUX DÉJÀ RÉALISÉS

La Ville de Pikine collabore avec l'Institut africain de gestion urbaine et d'autres membres importants de l'équipe de la ville ciblée de Dakar au projet *Villes agricoles du futur* qui jouit de l'appui du CRDI. Ce projet fait partie du réseau des Centres de ressources pour l'agriculture urbaine et la sécurité alimentaire (Fondation RUAF; voir page 09). Par l'entremise d'un processus à intervenants multiples destiné à élaborer des politiques et un plan d'action, le projet vise à faire participer les agriculteurs urbains à la prise de décision ainsi qu'à institutionnaliser l'agriculture urbaine au sein de planification locale. À Pikine, une étude sur l'agriculture urbaine a été réalisée et des plans d'action ont été conçus en vue de la mise en œuvre d'un projet pilote qui durera un an.





Ville ciblée :

DJAKARTA

Sujet :

ANALYSER LES MESURES



Les résidents de Penjaringan dépendent des fouilleurs d'ordures pour assurer l'évacuation des déchets, lesquels sont vendus aux recycleurs (Photo : Nur Endah Shofiani).



L'Indonésie est le quatrième plus grand pays au monde : en 2003, sa population était estimée à 217 millions d'habitants. Entre les années 1960 et 1990, l'économie indonésienne était perçue comme un modèle de développement : les taux de croissance du produit intérieur brut atteignaient 8 % et pendant cette période, le pourcentage de la population vivant dans la pauvreté a chuté de 60 % à 11 %. Mais la crise économique qui a frappé l'Asie en 1997 a provoqué l'une des plus graves dépressions de l'histoire récente. Depuis, l'économie indonésienne a effectué un retour en force mais sa croissance traîne encore derrière celle des

autres pays d'Asie du Sud-Est. Malgré tout, l'Indonésie dispose d'un potentiel inexploité qui lui permettrait de devenir un des grands pays en développement qui affiche un rythme de croissance rapide et qui bouleverserait l'ordre économique mondial au cours des deux prochaines décennies.

#### Opérer des changements

Depuis 2001, l'Indonésie connaît une urbanisation rapide et une décentralisation massive avec le transfert de nombreuses responsabilités aux gouvernements régionaux et locaux. Actuellement, le niveau des dépenses annuelles en infrastructure se situe à peine à 80 %

de ce qu'il était avant la crise économique; mais les pressions exercées par la population pour obtenir des services de base ne cessent d'augmenter. La moitié des ménages indonésiens vit dans des conditions insalubres et les risques pour la santé sont parmi les plus élevés en Asie de l'Est. Les répercussions sur la santé et l'environnement et les pertes économiques s'élèvent à quelque 7 millions de dollars US par année, soit environ 2,4 % du produit intérieur brut.

#### Le projet Recherche sur les villes ciblées

On estime qu'en 2015, Djakarta sera devenue la plus grande région métropo-



L'eau achetée des fournisseurs et stockée dans des bouteilles en plastique doit être bouillie avant d'être consommée (Photo : Nur Endah Shofiani).





# INDONÉSIE

## D'INCITATION ÉCONOMIQUE AFIN D'AMÉLIORER LES SERVICES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU, D'ASSAINISSEMENT ET DE GESTION DES DÉCHETS

litaine de l'Asie de l'Est. La ville tire profit des échanges constants qu'entretiennent le gouvernement centralisé et les responsables locaux de la planification et du développement. Mais la décentralisation a créé une confusion dans les responsabilités et a mis un frein aux travaux d'amélioration de l'infrastructure. L'équipe de la ville ciblée de Djakarta a mis en œuvre un projet destiné au renforcement des capacités des gouvernements, des collectivités et du secteur privé afin qu'ils collaborent à améliorer la qualité des services dispensés.

La stratégie du projet est de mettre au point des mesures d'incitation économique pour susciter des actions permettant d'améliorer l'environnement dans les quartiers urbains à faible revenu;



Les initiatives émanant de la communauté, comme l'établissement de micro-entreprises de collecte des déchets, permettent à certains résidents de tirer un revenu tout en améliorant leur voisinage (Photo du CRDI : Ann Thomas).

ainsi, il pourrait s'agir de solutions qui profiteraient aux pauvres en leur permettant de gagner de l'argent et qui intégreraient la prestation de services environnementaux. Les interventions, qui privilégieront les occasions offrant aux ménages la possibilité de générer un revenu, pourraient comprendre des

services étendus de collecte de déchets et de recyclage, les systèmes de biogaz ainsi que le traitement et l'approvisionnement en eau. Le projet a déjà pris son envol à Kelurahan Penjaringan, l'un des bidonvilles de Djakarta. À cet endroit, l'eau de puits ne peut être consommée en raison de la salinisation et d'autres formes de contamination; la plupart des ménages doivent donc acheter leur eau auprès de distributeurs, et ce, à coût très élevé pour une eau devant être bouillie avant d'être consommée. De plus, les incidences de paludisme et de choléra sont en hausse alors que les infections respiratoires aiguës, les infections cutanées et la diarrhée sont les trois maladies le plus souvent recensées. Ce projet tirera profit aussi d'un projet du CRDI, actuellement en cours à Bali, qui porte sur la gestion communautaire des déchets solides.

### Un modèle participatif

Un aspect important du projet réside dans la participation des collectivités locales ainsi que des employés de tous les niveaux de gouvernement œuvrant

### S'INSPIRER DES PROJETS MUNICIPAUX DÉJÀ RÉALISÉS

Avec l'appui de la Banque mondiale, depuis 1998 le gouvernement de l'Indonésie met en œuvre un programme de développement à l'échelle des sous-quartiers. Intitulé Program Peningkatan Kacamatan, ou PPK, celui-ci s'adresse aux groupes communautaires à faible revenu. Chaque année, un montant de près de 100 000 \$ US est distribué à chaque village urbain de Djakarta : 20 % est dédié à l'amélioration de l'infrastructure, 20 % aux interventions en matière de santé et 60 % aux initiatives de développement économique. Cet appui financier a permis d'améliorer la gestion participative et décentralisée dans la ville.

dans les secteurs de l'assainissement, de la santé et de la planification. De plus, le gouvernement local a attribué des fonds au projet et facilitera l'accès à une autre source de financement, nommément le programme national d'amélioration de l'infrastructure locale. Avec cet appui, l'équipe de la ville ciblée entend démontrer la valeur du leadership communautaire lorsque conjugué à une aide gouvernementale qui répond aux besoins.

Mercy Corps Indonesia est à la tête de l'équipe de Djakarta qui comprend également :

- les responsables des gouvernements locaux, provinciaux et national
- l'Institut de développement régional et urbain (URDI)
- le Programme de services en environnement financé par USAID
- Swisscontact, un institut de développement économique

**DEPUIS 2001, L'INDONÉSIE CONNAÎT UNE URBANISATION RAPIDE ET UNE DÉCENTRALISATION MASSIVE AVEC LE TRANSFERT DE NOMBREUSES RESPONSABILITÉS AUX GOUVERNEMENTS RÉGIONAUX ET LOCAUX.**





Ville ciblée :

KAMPALA

OUGANDA

Sujet :

## CONSTRUIRE UNE COLLECTIVITÉ

Selon les spécialistes, le produit intérieur brut de chaque pays devra afficher une croissance annuelle réelle d'au moins 6 % pour que les OMD puissent être atteints. Au cours des dernières années, seulement quatre pays en Afrique subsaharienne, dont l'Ouganda, ont réussi à maintenir un taux de croissance s'approchant de ce niveau. La réussite du pays est attribuable à la vigueur de ses secteurs de l'industrie et des services ainsi qu'à une capacité locale d'investissement relativement forte. En conséquence, entre 1992 et 2003, le pourcentage de la popula-

tion vivant dans la pauvreté est passé de 56 % à 38 %.

À certains égards, l'Ouganda dépasse les OMD lorsque comparé à d'autres pays à faible revenu. Par exemple, le pays possède un taux d'inscription à l'école primaire plus élevé que la moyenne et il se classe au 22<sup>e</sup> rang parmi 154 pays en ce qui a trait à la proportion des revenus gagnés par les femmes versus ceux gagnés par les hommes. Mais il reste encore des défis importants. L'espérance de vie moyenne des Ougandais s'établit



Les inondations récurrentes ont pour conséquence l'augmentation des risques environnementaux et d'hygiène dans le voisinage de Kawaala-Kasubi (Photo du CRDI : Jean D'Aragon).

à 43 ans, comparativement à 46 ans pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne. L'accès aux services environnementaux est toujours bien en deçà de la moyenne; en 2003, environ 37 % de la population urbaine n'avait pas accès à l'eau potable.

Même si à peine 12 % des 27 millions d'habitants résident dans les régions urbaines — un faible pourcentage comparativement au reste de la région subsaharienne — près de la moitié de ceux-ci vit à Kampala. Ceci vient ajouter aux pressions qui s'exercent sur une infrastructure et des services déjà limités. Les personnes les plus pauvres se



retrouvent dans les zones les plus dangereuses de la ville, soit celles situées au fond des vallées où les inondations, la piètre qualité des services d'assainissement, les maladies causées par l'eau et l'accumulation de déchets solides constituent de graves dangers. Même

si ces terres sont considérées comme étant du domaine public et qu'il n'existe aucun régime de propriété foncière, le conseil municipal de Kampala a néanmoins mis en place un programme de logement social et d'assainissement des bidonvilles afin d'y améliorer les conditions d'existence.

#### L'autosuffisance alimentaire de la ville

Les ménages de Kampala dépendent grandement des ressources naturelles locales pour une foule d'activités, notamment l'agriculture et le recyclage organique. De fait, à Kampala — qui est également connue comme la cité-jardin de l'Afrique — l'agriculture urbaine est l'activité qui occupe la plus grande superficie. Depuis des décennies, elle



Kampala est connue comme "la ville jardin de l'Afrique" (Photo du CRDI : Jean D'Aragon).

**LES MÉNAGES DE KAMPALA DÉPENDENT GRANDEMENT DES RESSOURCES NATURELLES LOCALES POUR UNE FOULE D'ACTIVITÉS, NOTAMMENT L'AGRICULTURE ET LE RECYCLAGE ORGANIQUE. DE FAIT, À KAMPALA [...] L'AGRICULTURE URBAINE EST L'ACTIVITÉ QUI OCCUPE LA PLUS GRANDE SUPERFICIE. PRÈS DE LA MOITIÉ DES SOURCES D'ALIMENTATION LOCALE PROVIENT DE CETTE PRATIQUE.**



# DURABLE ET UNIE GRÂCE AU RECYCLAGE DES DÉCHETS ET AU NÉGOCE AGRICOLE

a permis aux résidents d'obtenir nourriture, emploi et revenu. Près de la moitié des sources d'alimentation locale provient de cette pratique.

Des projets de recherche antérieurs, appuyés par le CRDI, ont permis de mettre en lumière la valeur importante de l'agriculture urbaine comme source de gagne-pain pour les gens pauvres de la ville. Les résultats de ces travaux

ont aidé le conseil municipal de Kampala à élaborer des règlements pour légaliser l'agriculture urbaine et adopter des mesures destinées à protéger la santé publique. Le conseil collabore également au projet *Vers un paysage comestible* (voir page 05) soutenu par le CRDI. Sous la direction du Groupe pour un logement à coût minimal de l'École d'architecture de l'Université McGill, le projet vise à intégrer l'agriculture

urbaine à l'urbanisme ainsi qu'à l'architecture domiciliaire dans le cas de terrains donnés par la Ville.

## Le projet Recherche sur les villes ciblées

Le projet de la ville ciblée de Kampala tire profit du succès du projet *Vers un paysage comestible*. Il intègre des pratiques durables de gestion des déchets et prévoit des actions pour améliorer la production agricole urbaine, notamment les petits négoce agricoles qui génèrent des revenus. Le projet suscite la participation des responsables locaux de Kawaala-Kasubi, tant de la collectivité que du gouvernement, entre autres le maire d'un district de Kampala, afin d'identifier des solutions novatrices de gestion des déchets solides et liquides, de favoriser l'augmentation du potentiel des citoyens à générer des revenus et d'améliorer l'état de l'environnement local.

L'équipe de la ville de Kampala comprend :

- Urban Harvest — qui fait partie du Centre international de

## S'INSPIRER DES PROJETS MUNICIPAUX DÉJÀ RÉALISÉS

En 2001, le gouvernement municipal de Kampala a entrepris de revoir les lois existantes sur l'agriculture urbaine. Deux ans plus tard, le bureau de district agricole de la Ville de Kampala, en collaboration avec le comité de coordination de Kampala sur la sécurité alimentaire, l'agriculture urbaine et le bétail en milieu urbain, a lancé un processus de consultation afin de réévaluer cinq projets de règlements municipaux. Une série d'intervenants ont participé, entre autres les agriculteurs urbains, et ainsi cinq règlements destinés à encadrer toutes les formes d'agriculture urbaine ont été préparés. Deux de ces règlements feront bientôt l'objet d'une étude d'impact. Grâce au projet *Vers un paysage comestible*, qui est appuyé par le CRDI, et en utilisant des terrains donnés par la Ville, des fonctionnaires municipaux, des architectes et des urbanistes travaillent en étroite collaboration avec des représentants de la collectivité afin d'améliorer le sort des citoyens les plus vulnérables en ce qui touche la sécurité alimentaire, l'habitation et le revenu.

- la pomme de terre
- le conseil municipal de Kampala
- le comité de coordination de Kampala sur la sécurité alimentaire, l'agriculture et le bétail en milieu urbain

- Environmental Alert, une organisation communautaire locale
- l'Université Makerere
- le ministère ougandais de l'Agriculture



La production de briques est une activité de subsistance significative à Kampala; ce briquetier fait partie du projet "Vers un paysage comestible" (Making the Edible Landscape) (Photo du CRDI : Jean D'Aragon).







Ville ciblée :

# MORENO

## PROMOUVOIR UN MODÈLE DE

Sujet :



Moreno est l'une des municipalités les plus pauvres de la zone métropolitaine de Buenos Aires (Photo : IIED-AL).

En 2001, au plus fort de la crise économique que traversait l'Argentine, le pays avait cessé le remboursement de sa dette, le produit intérieur brut était

en déclin, le taux de chômage passait à 25 %, le peso argentin avait perdu 75 % de sa valeur et le taux d'inflation atteignait des sommets inégalés. Les



Barrio Milenio, un voisinage de Moreno, possède un réservoir d'eau lequel est géré par les résidents pour la communauté (Photo : IIED-AL).

conséquences pour les pauvres vivant en milieu urbain ont été dramatiques. Ainsi, le coût des aliments a grimpé, créant une grande source de tension pour les citoyens déjà aux prises avec des difficultés économiques. À la fin de 2002, le pourcentage de la population vivant dans la pauvreté était passé de 37 % à 58 %. En 2003, le taux de chômage s'élevait à 18 %.

Cependant, depuis 2003, l'économie a rebondi avec vigueur. En 2003 et 2004, le produit intérieur brut a augmenté en moyenne de 9 %; cette hausse avait été de 0,8 % en 2000. En mai 2004,

le taux de chômage s'établissait à 14 % et reculait de façon constante. La contribution du gouvernement à cette reprise a inclus, en 2001 et 2002, une augmentation de 21 % des dépenses affectées aux programmes pour les pauvres. Tout ceci a fait en sorte qu'en 2005, l'Argentine se classait au 34<sup>e</sup> rang des plus grandes économies mondiales et au troisième rang en Amérique latine et dans les Caraïbes, derrière le Brésil et le Mexique.

### Des enjeux urbains d'importance

Environ 90 % des 38 millions d'Argentins vivent dans des régions urbaines, là où le chômage et l'insuffisance de services abordables et adéquats représentent des enjeux importants. Dans la région métropolitaine de Buenos Aires, les services d'eau ont été privatisés dans les années 1990. Mais la crise économique a entraîné de graves défis pour ce modèle de service et a démontré la nécessité d'approches nouvelles et plus souples. Aujourd'hui, les gouvernements locaux sont à établir des partenariats réunissant les collectivités, le secteur privé, les instances





## ARGENTINE

## PARTENARIAT À INTERVENANTS MULTIPLES POUR LA GESTION DE L'ENVIRONNEMENT URBAIN



Environ 90 % de la population de l'Argentine vit dans des secteurs urbains (© ACDI Photo : Patricio Baeza).

réglementaires et les responsables municipaux dans un effort stratégique pour assurer la prestation de services d'assainissement et d'approvisionnement en eau en milieu urbain.

L'un de ces gouvernements est la Municipalité de Moreno, l'une des villes les plus pauvres de la région métropolitaine de Buenos Aires. Parmi ses 400 000 habitants, 65 % vivent sous le seuil de la pauvreté, comparativement à 32 % pour le reste de la région métropolitaine. Même si la situation s'est améliorée ces dernières années, il reste que seulement 33 % des résidents de Moreno bénéfi-

**À LA FIN DE 2002, LE POURCENTAGE DE LA POPULATION VIVANT DANS LA PAUVRETÉ ÉTAIT PASSÉ DE 37 % À 58 %. EN 2003, LE TAUX DE CHÔMAGE S'ÉLEVAIT À 18 %.**

**EN 2005, L'ARGENTINE SE CLASSAIT AU 34<sup>e</sup> RANG DES PLUS GRANDES ÉCONOMIES MONDIALES ET AU TROISIÈME RANG EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES, DERRIÈRE LE BRÉSIL ET LE MEXIQUE.**

cient d'un réseau d'alimentation en eau et moins de 20 % sont reliés au réseau d'égout.

#### La force des partenariats

La Municipalité de Moreno a conçu une stratégie de planification urbaine intégrée qui vise particulièrement à s'attaquer aux problèmes de chômage et de pauvreté. En collaboration avec l'Institut international pour l'environnement et le développement en Amérique latine (IIED-AL), Moreno a réussi à mettre au point un modèle de partenariat pour la fourniture d'eau et l'assainissement. Depuis plus de 15 ans, le IIED-AL est

actif à Buenos Aires où il a participé à l'établissement de partenariats pour la prestation de services d'eau. De plus, l'organisme a dirigé un projet financé par le CRDI afin de construire une infrastructure alternative pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement dans la ville voisine de San Fernando. En 1998, le territoire desservi avait presque triplé. Cette initiative a reçu les éloges du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à titre d'exemple de bonne pratique dans le domaine de la prestation de services d'eau (voir page 07). L'équipe de la ville ciblée de Moreno, qui est

dirigé par l'IIED-AL en collaboration étroite avec la Municipalité de Moreno et des groupes communautaires locaux, tirera profit de ce projet. Elle adaptera et mettra à l'essai ce modèle de partenariat afin de réduire les pressions qui s'exercent sur l'environnement dans trois quartiers pilotes. Selon les priorités qui se dégageront de l'évaluation participa-

tive, le projet se concentrera sur la gestion des déchets solides, l'agriculture urbaine ou la vulnérabilité aux catastrophes naturelles. Une des clés de ce projet réside dans la volonté de la Municipalité de créer une unité de développement durable fondée sur le partenariat qui orientera la gestion et les politiques environnementales à venir.

#### S'INSPIRER DES PROJETS MUNICIPAUX DÉJÀ RÉALISÉS

Depuis 2001, grâce à l'appui financier du Programme des Nations Unies pour le développement, l'IIED-AL travaille avec la Municipalité de Moreno afin de créer une unité de gestion fondée sur le partenariat pour assurer les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement aux quartiers spontanés. Or, les expériences passées prouvent que les partenariats entre le gouvernement local, le secteur privé et les groupes communautaires constituent la seule façon d'étendre les services aux pauvres vivant en milieu urbain. Des évaluations participatives ont ainsi permis de tracer une carte détaillée et à jour de la zone d'approvisionnement en eau et d'assainissement. La carte a donné des détails sur la zone desservie dans chaque quartier et a aidé l'unité de gestion à classer par ordre de priorité ses interventions dans certains secteurs. Actuellement, l'unité de gestion est à constituer une agence locale responsable de l'eau.



## GARDER LE CAP

---

La mise en commun des connaissances est un objectif du programme PURE afin que les autres centres urbains dans le monde puissent progresser plus rapidement. Pour obtenir plus de renseignements sur ce programme et sur le projet Recherche sur les villes ciblées (RVC), consultez le site Web du CRDI ([www.crdi.ca/pure](http://www.crdi.ca/pure)) ou communiquez avec le Centre par courriel ([upe@idrc.ca](mailto:upe@idrc.ca)).

### Pour en savoir plus

Pour en savoir davantage sur ces projets, communiquez avec les chefs d'équipe du projet RVC ou des administrateurs de programmes du CRDI.

### Colombo

Nimal Shantha Jayasundera, conseil municipal de Colombo : [munici@slt.lk](mailto:munici@slt.lk)  
Mark Redwood, CRDI : [mredwood@idrc.ca](mailto:mredwood@idrc.ca)

### Dakar

Oumar Cissé, Institut africain de gestion urbaine : [oumar@iagu.org](mailto:oumar@iagu.org)  
François Gasengayire, CRDI : [fgasengayire@idrc.or.ke](mailto:fgasengayire@idrc.or.ke)

### Djakarta

Craig Redmond, Mercy Corps Indonesia : [credmond@id.mercycorps.org](mailto:credmond@id.mercycorps.org)  
Ann Thomas, CRDI : [athomas@idrc.ca](mailto:athomas@idrc.ca)

### Kampala

Shuaib Lwasa, Makerere University : [lwasa\\_s@arts.mak.ac.ug](mailto:lwasa_s@arts.mak.ac.ug)  
Jean D'Aragon, CRDI : [jdaragon@idrc.ca](mailto:jdaragon@idrc.ca)

### Moreno

Ana María N. de Hardoy, IIED-AL : [ahardoy@iied-al.org.ar](mailto:ahardoy@iied-al.org.ar)  
Walter Ubal, CRDI : [wubal@idrc.org.uy](mailto:wubal@idrc.org.uy)

---

Le **Centre de recherches pour le développement international (CRDI)**, une société d'État canadienne, est l'un des chefs de file à l'échelle mondiale de la production et de l'application de nouvelles connaissances pour relever les défis du développement international. Depuis plus de 35 ans, le CRDI collabore étroitement avec les chercheurs des pays en développement et les appuie dans leur quête de moyens de créer des sociétés en meilleure santé, plus équitables et plus prospères.

Le **programme Pauvreté urbaine et environnement (PURE)** du CRDI appuie la recherche intégrée et participative qui contribue à réduire les pressions environnementales qui s'exercent sur les pauvres en milieu urbain et à améliorer l'utilisation des ressources naturelles, en vue d'une meilleure sécurité alimentaire et hydrique, et d'une plus grande sécurité du revenu. PURE génère du savoir afin de permettre la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, et soutient une vision du monde où les habitants des villes peuvent s'épanouir dans des milieux salubres, respectant la dignité humaine, où tous les intervenants, y compris les citoyens exclus, jouent un rôle actif et déterminant dans la promotion du développement durable.

**Programme Pauvreté urbaine et environnement (PURE)**

**Centre de recherches pour le développement international (CRDI)**

C.P. 8500

Ottawa (Ontario)

Canada

Téléphone : (613) 236-6163

Télécopieur : (613) 563-0815

Courriel : [upe@idrc.ca](mailto:upe@idrc.ca)

[www.crdi.ca/pure](http://www.crdi.ca/pure)

---